

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 16485**

Intitulé

MASTER : MASTER Droit Economie Gestion, mention Droit Public, spécialité Collectivités territoriales

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université Savoie Mont Blanc - Chambéry, Ministère chargé de l'enseignement supérieur Modalités d'élaboration de références : CNESER	Président de l'université de Savoie, Recteur de l'académie

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1967)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

128 Droit, sciences politiques

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Le titulaire de ce diplôme peut exercer les activités (ou fonctions) suivantes :

Ce master est destiné à doter d'une forte compétence professionnelle l'étudiant afin qu'il devienne un cadre polyvalent pour les emplois tertiaires des services publics territoriaux. Il devra maîtriser les dossiers du développement territorial et de la gestion publique quotidienne. Le diplômé est préparé à l'exercice des métiers compétents en gestion, en aide, en conseil ou encore en développement des collectivités locales (communes, départements, régions, structures intercommunales, association d'intérêt général, établissements publics locaux, société d'économie mixte,...).

Il monte des projets publics et réalise des dossiers de financement.

Il met en œuvre des procédures juridiques.

Il assiste les élus.

Il maîtrise des logiciels utilisés par les collectivités locales pour la passation des marchés publics et leur suivi.

Il gère des équipes administratives et anime des réunions.

Il appréhende des réalités économiques et sociales nationales ou internationales.

Le titulaire de ce diplôme est évalué sur ses capacités à :

Analyser et résoudre une question juridique

Maîtriser les réseaux d'acteurs et d'institutions publiques

Choisir son interlocuteur selon le problème soulevé

Gérer des institutions publiques

Maîtriser les procédures du code des marchés publics

Conseiller les élus locaux

Lire et comprendre les documents budgétaires et comptables

Participer à l'élaboration du budget

Analyser les coûts

Evaluer les politiques publiques

Maîtriser les réseaux d'acteurs du développement local

Animer un réseau territorial

Utiliser les outils juridiques du développement

Monter un projet de développement local de l'étude technique au financement

Comprendre le fonctionnement des entreprises

Accompagner les porteurs de projets

Analyser les ressources de l'économie locale

Appréhender une question juridique ou politique

Proposer une réponse argumentée et synthétique

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Secteurs d'activités

A - Administration publique, professions juridiques, armée et police

Types d'emplois accessibles :

La spécialité collectivités territoriales conduit principalement aux concours de la Fonction Publique Territoriale, éventuellement, de la Fonction Publique de l'Etat (IRA) de catégorie A et B, et au delà des IRA, les concours DGFIP (Impôts et surtout Trésor Public).

Attaché territorial

Rédacteur des collectivités territoriales
 Attaché d'administration
 Secrétaire administratif
 Juriste des collectivités territoriales
 Négociateur foncier
 Chargé de mission en développement territorial
 Animateur de contrats territoriaux
 Avocat (accessible après examen d'entrée et formation en école spécialisée)

Codes des fiches ROME les plus proches :

- K1802 : Développement local
- K1902 : Collaboration juridique
- M1602 : Opérations administratives
- K1401 : Conception et pilotage de la politique des pouvoirs publics
- K1404 : Mise en œuvre et pilotage de la politique des pouvoirs publics

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

La certification s'obtient après évaluation des unités suivantes :

Semestre 1

- UE 1 Enseignements disciplinaires :** Droit des collectivités locales, Droit public économique, Economie régionale, EC au choix : Contentieux administratif / Droit communautaire matériel - 11 ECTS - 102 heures
- UE 2 Enseignements disciplinaires de spécialisation :** Note de synthèse, Droit des services publics, GRH et atelier de méthodes, Histoire des idées politiques, Finances et fiscalités locales - 13 ECTS - 80 heures
- UE 3 Enseignements complémentaires :** Langue vivante 1 : au choix Allemand / Italien / Espagnol / Droit anglais, Informatique et C2I, EC au choix : Langue vivante 2 (Allemand / Italien / Espagnol / Droit anglais) / Activités physiques et sportives / Initiative étudiante - 6 ECTS - 62 heures

Semestre 2

- UE 1 Enseignements disciplinaires :** Droit de l'environnement, Droit des contrats publics, Droit de l'urbanisme, EC au choix : Comptabilité / Droit international économique - 13 ECTS - 110 heures
- UE 2 Enseignements disciplinaires de spécialisation :** Grands problèmes contemporains, Histoire des idées politiques (après 1789), EC au choix : Bloc 1 - Préparation à la recherche : Initiation à la recherche, Contentieux constitutionnel / Bloc 2 - Préparation aux métiers publics : Droit de l'aménagement et du développement du territoire, Systèmes politiques et territoriaux comparés -12 ECTS - 80 heures
- UE 3 Enseignements complémentaires :** Langue vivante 1 : au choix Allemand / Italien / Espagnol / Droit anglais, Informatique appliquée, EC au choix : Langue vivante 2 (Allemand / Italien / Espagnol / Droit anglais) / Activités physiques et sportives / Initiative étudiante - 5 ECTS - 62 heures

Semestre 3

- UE 1 Enseignements disciplinaires : juriste et financier publics :** Responsabilités publiques, Responsabilités pénales, Comptabilité publique et privée comparée, Délégation des services publics - 12 ECTS - 56 heures
- UE 2 Enseignements disciplinaires : développeur territorial :** Fiscalité des entreprises, Evaluation des politiques publiques, Institutions et droit de la montagne, Immobilier d'entreprise - 12 ECTS - 58 heures
- UE 3 Enseignements complémentaires :** Public Government, Technique d'expression et accompagnement des projets, Conférences de praticiens, EC au choix : Informatique appliquée aux marchés publics / Langue vivante 2 (Allemand / Italien / Espagnol) / Initiative étudiante d'animation du master - 6 ECTS - 65 heures

Semestre 4

- UE 1 Enseignements disciplinaires : juriste et financier publics :** Pratique des contrats publics, Choix d'investissement et de financement / Coopération intercommunale, Droit des aides publiques - 11 ECTS - 69 heures
- UE 2 Enseignements disciplinaires : développeur territorial :** Coopération transfrontalière, Gouvernance des stations touristiques, Financements européens et ingénierie des projets, Aménagement de la montagne - 9 ECTS - 54 heures
- UE 3 Application : stage :** Stage 3 mois minimum - 10 ECTS

Validité des composantes acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OUINON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	Enseignants et professionnels Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n°84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur)
En contrat d'apprentissage	X	

Après un parcours de formation continue	X	Idem
En contrat de professionnalisation	X	Idem
Par candidature individuelle	X	Idem
Par expérience dispositif VAE	X	Deux jurys VAE sont organisés chaque année pour les candidats (décembre et juin) Enseignants chercheurs et professionnels

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

Base légale

Référence du décret général :

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté ministériel d'habilitation du 24 août 2007

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Références autres :

Pour plus d'informations

Statistiques :

Autres sources d'information :

<http://www.fac-droit-savoie.fr/>

<http://www.univ-savoie.fr>

<http://mdpcolloc.free.fr/>

Lieu(x) de certification :

Université Savoie Mont Blanc - Chambéry : Auvergne Rhône-Alpes - Savoie (73) [Chambéry]

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Faculté de Droit, Domaine Universitaire de Jacob-Bellecombette, BP 1104, 73011 Chambéry Cedex

Historique de la certification :